COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Bruxelles, le 19.12.2006
COM(2006) 838 final

RAPPORT DE LA COMMISSION AU CONSEIL

sur l'expérience acquise dans l'application de la directive 98/58/CE concernant la protection des animaux dans les élevages

RAPPORT DE LA COMMISSION AU CONSEIL

sur l'expérience acquise dans l'application de la directive 98/58/CE concernant la protection des animaux dans les élevages

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

1. CONTEXTE

L'application correcte de la législation communautaire dans le domaine du bien-être des animaux constitue une priorité pour les citoyens de l'UE. Au cours des vingt-cinq dernières années, l'UE a élaboré un important corpus législatif concernant la protection des animaux d'élevage. L'application de ces dispositions incombe essentiellement aux États membres.

La Commission a mis l'accent sur la nécessité d'assurer une mise en œuvre efficace de la législation communautaire en vigueur dans ce domaine. En effet, le présent rapport est l'une des actions clés prévues pour 2006 par le plan d'action communautaire pour la protection et le bien-être des animaux[1], qui insiste sur la nécessité d'une amélioration de la mise en œuvre.

La directive 98/58/CE concernant la protection des animaux dans les élevages[2] prévoit des exigences générales en matière de bien-être des animaux qui découlent de l'approbation par la Communauté[3] de la Convention européenne sur la protection des animaux dans les élevages (convention du Conseil de l'Europe). Ladite convention est assortie de recommandations qui ont été adoptées ultérieurement concernant un grand nombre de catégories d'animaux et que les États membres doivent appliquer. En outre, la législation communautaire sur la protection des animaux d'élevage est précisée par des directives spécifiques relatives aux poules pondeuses (directive 1999/74/CE[4]), aux veaux (directive 91/629/CEE[5]) et aux porcs (directive 91/630/CEE[6]).

L'article 5, paragraphe 2, de la directive 98/58/CE prévoit que la Commission est tenue de présenter au Conseil un rapport sur l'expérience acquise par les États membres depuis la mise en application de la directive, en y joignant, s'il y a lieu, des propositions. Avant de soumettre une proposition au Conseil, la Commission juge nécessaire de décrire de manière plus précise la situation, en exploitant en particulier les améliorations apportées par les États membres à leur système de notification.

---

1 COM(2006)13 et COM(2006)14.

2 JO L 221 du 8.8.1998, p. 23.

3 Décision 78/923/CEE (JO L 323 du 17.11.1978, p. 12).

4 JO L 203 du 3.8.1999, p. 53.

5 JO L 340 du 11.12.1991, p. 28. Directive modifiée en dernier lieu par la décision 97/182/CE de la Commission (JO L 76 du 18.3.1997, p. 30).

6 JO L 340 du 11.12.1991, p. 33. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 2001/93/CE de la Commission (JO L 316 du 1.12.2001, p. 36).

Le présent rapport examine le degré d'application de la législation communautaire précitée par les États membres et informe le Conseil de l'élaboration par la Commission d'une décision destinée à remplacer la décision 2000/50/CE de la Commission concernant les exigences minimales pour l'inspection des exploitations d'élevage[7].

L'expérience acquise par la Commission dans la mise en œuvre de la décision 2000/50/CE a montré qu'il était nécessaire:

– d'améliorer la transparence des résultats des inspections effectuées par les États membres dans ce domaine, et

– d'adapter ledit instrument à la nouvelle approche en matière de suivi de la chaîne alimentaire introduite par le règlement (CE) n° 882/2004[8] concernant les contrôles officiels de la chaîne alimentaire.

Le règlement (CE) n° 882/2004 prévoit que les États membres établissent des plans de contrôle et des rapports annuels indiquant les résultats des inspections effectuées dans plusieurs domaines touchant à la sécurité alimentaire, y compris le bien-être des animaux. Ce règlement a pris effet le 1er janvier 2006.

En outre, depuis 2003, la notion de conditionnalité a été introduite dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune: dans ce cadre, les agriculteurs ne percevront de paiements directs que s'ils respectent certaines règles en matière de bien-être des animaux[9]. Cette condition sera applicable à partir du 1er janvier 2007 en ce qui concerne les règles en matière de bien-être des animaux. La Commission y voit une motivation supplémentaire pour anticiper la mise au point d'outils permettant d'évaluer l'application des règles communautaires en matière de bien-être animal aux animaux d'élevage.

2. PRINCIPALES CONSTATATIONS

2.1 Sources d'information

Aujourd'hui, dans chaque État membre, le bien-être des animaux fait l'objet d'inspections sur le terrain, dont les résultats sont communiqués à l'autorité compétente centrale qui, à son tour, transmet les données à la Commission. Ces dernières constituent les rapports que les États membres sont tenus de soumettre en vertu de la décision 2000/50/CE (voir les tableaux 4 à 9 de l'annexe). Le présent rapport est également fondé sur les rapports d'inspection établis par les experts de la Commission. Ces experts sont chargés de vérifier que la législation communautaire est correctement appliquée dans ce domaine (voir les tableaux 2 et 3 de l'annexe).

---

7 JO L 19 du 25.1.2000, p. 51.

8 Règlement (CE) n° 882/2004 du Parlement européen et du Conseil relatif aux contrôles officiels effectués pour s'assurer de la conformité avec la législation sur les aliments pour animaux et les denrées alimentaires et avec les dispositions relatives à la santé animale et au bien-être des animaux (JO L 165 du 30.4.2004, p. 1).

9 Règlement (CE) n° 1782/2003 (JO L 270 du 21.10.2003, p. 1).

2.2 Transposition de la législation communautaire, supervision et formation des responsables

À l'heure actuelle, la transposition de la législation communautaire en droit national est satisfaisante dans la plupart des États membres dans lesquels les experts de la Commission se sont rendus. Toutefois, les résultats concrets de cette transposition sont assez contrastés. Certains États membres ont mis en œuvre des normes de bien-être animal qui vont au-delà des exigences communautaires, tandis que d'autres ont retardé l'application de la législation en la matière.

En outre, les experts de la Commission ont constaté dans quelques cas que le résultat non satisfaisant des inspections tenait essentiellement, dans certains États membres, à des insuffisances en matière de formation ou de supervision des inspecteurs officiels.

2.3 Nécessité de nouvelles améliorations dans la planification et la réalisation des inspections

Entre 2000 et 2003, les experts de la Commission ont constaté que peu d'autorités compétentes avaient mis en place des programmes nationaux spécifiques susceptibles d'assurer un niveau satisfaisant de suivi et de mise en œuvre. Néanmoins, entre 2004 et 2005, bon nombre d'États membres ont progressé sur ce plan.

Les contrôles réalisés dans les exploitations l'étaient souvent à d'autres fins (programmes de santé animale, contrôles de résidus, etc.). L'approche intégrée pour l'inspection des exploitations présente de nombreux avantages, à condition que tous les volets de l'inspection soient planifiés et exécutés avec la même efficacité. Or, dans de nombreux cas, le bien-être des animaux a été laissé à des initiatives locales, tandis que d'autres programmes ont bénéficié d'un degré de priorité beaucoup plus élevé.

Cette situation a débouché dans certains cas sur la réalisation d'inspections plutôt superficielles dans le domaine du bien-être des animaux. Ce problème a été partiellement corrigé par plusieurs autorités compétentes, qui ont établi des grilles d'inspection (*checklists*) plus détaillées concernant le bien-être des animaux.

Des améliorations récentes ont également été constatées dans certains États membres concernant la sélection des exploitations à inspecter. Elles semblent découler de la mise en œuvre progressive du règlement (CE) n° 882/2004 ainsi que de la prise de conscience par les autorités du lien immanent qui existe entre le respect des exigences en matière de bien-être et l'octroi de paiements directs (règlement relatif à la conditionnalité).

Cependant, des progrès doivent encore être accomplis là où il n'est pas procédé à des inspections dignes de ce nom dans le domaine du bien-être des animaux.

2.4 Système d'enregistrement et de notification: résultats contrastés

Les données actuellement en la possession de la Commission prouvent que les informations relatives aux inspections et les mesures prises pour y donner suite n'ont pas été systématiquement enregistrées dans certains États membres. Parfois, aucun véritable système de notification n'a été mis en place.

À l'inverse, d'autres États membres ont mis au point des systèmes de notification électronique qui permettent une consolidation rapide et exacte des données.

L'expérience montre que l'utilisation de grilles d'inspection appropriées, comprenant toutes les exigences de la directive 98/58/CE, est essentielle pour couvrir l'ensemble des aspects relatifs au bien-être des animaux dans une exploitation. Bien que des progrès aient été enregistrés récemment dans certains États membres, on compte encore de trop nombreux cas dans lesquels les grilles d'inspection sont limitées aux exigences législatives applicables à certaines espèces ou sont parfois totalement inexistantes. Cet élément relativise l'importance des informations recueillies.

En outre, pour obtenir une image fidèle de la situation aux niveaux national et communautaire, les données relatives aux inspections devraient être collectées selon des catégories harmonisées, telles que celles prévues par la décision 2000/50/CE. Les experts de la Commission ont indiqué que les grilles d'inspection n'étaient pas toujours conçues d'une manière propre à garantir l'examen de tous les critères.

2.5 Principales difficultés dans l'obtention et l'interprétation des données provenant des États membres (tableaux 4 à 9 de l'annexe)

Seuls trois États membres ont envoyé des rapports satisfaisants en temps utile (c'est-à-dire avant le 30 avril 2002) pour la période 2000-2001, et un seul pour la période 2002-2003. Pour les deux périodes, la Commission a dû rappeler aux États membres leurs obligations en matière de rapport parce qu'aucun rapport n'avait été fourni, parce que le rapport transmis n'avait pas la forme requise ou parce que les données présentaient d'importantes incohérences (voir le tableau 1 de l'annexe).

Les données communiquées par les États membres sont difficiles à interpréter, pour deux raisons:

a) incohérence des données fournies par un même État membre;

b) probabilité de méthodes très différentes de collecte des données entre les États membres.

La Commission tend à conclure que les différences de données entre les États membres sont davantage dues à des divergences dans le mode de calcul du nombre d'inspections qu'à l'exécution proprement dite de ces dernières.

2.6 Résultats techniques ressortant des rapports des États membres

Les infractions signalées par les États membres concernaient essentiellement quatre catégories définies par la décision 2000/50/CE: bâtiments, liberté de mouvement, tenue de registres et inspection.

En ce qui concerne la catégorie «*bâtiments*», la définition englobe une conception inadéquate des bâtiments et des équipements ainsi qu'une utilisation non appropriée d'installations telles que les programmes lumineux ou de ventilation. Les exploitations porcines sont plus souvent mentionnées dans cette catégorie d'infractions que les élevages d'autres espèces.

La catégorie «*liberté de mouvement*» comprend l'entassement des animaux. Cette catégorie d'infraction est mentionnée dans les mêmes proportions pour toutes les espèces (veaux, porcs et poules pondeuses).

Les catégories «*inspection*» et «*tenue de registres*» ont respectivement trait au mauvais examen des animaux et à la traçabilité insuffisante des traitements médicaux et des morts d'animaux constatées par l'exploitant.

Des fonctionnaires de la Commission effectuent régulièrement des inspections sur place afin d'inciter les États membres à améliorer leur taux de conformité. En outre, depuis l'entrée en vigueur du règlement (CE) n° 882/2004[10], les États membres sont tenus d'adapter leurs plans de contrôle nationaux pour tenir compte des résultats de leurs contrôles officiels ainsi que du contrôle officiel effectué par la Communauté.

3. DÉCISION 2006/778/CE DE LA COMMISSION[11]

Il ressort des constatations faites ci-avant que, bien que les États membres procèdent à des contrôles concernant le bien-être des animaux, la notification manque de cohérence et de transparence. En conséquence, les données dont dispose la Commission ne lui permettent guère d'améliorer la situation et, en particulier, de soutenir les initiatives prévues par le plan d'action communautaire pour la protection et le bien-être des animaux.

La Commission a dès lors adopté une décision visant à améliorer le système de notification des États membres. Cette décision, qui sera applicable à partir du 1er janvier 2008, règle un certain nombre de points abordés par le présent rapport.

Elle contribuera à harmoniser les méthodes utilisées par les États membres pour communiquer les résultats de leurs inspections. Elle aidera également les États membres à améliorer la gestion de leurs ressources et la notoriété publique de leur action.

---

10 Le 1er janvier 2006.

11 JO L 314 du 15.11.2006, p. 39.

En outre, elle facilitera le travail de la Commission en ce qui concerne l'évaluation du respect de la législation communautaire et contribuera au processus décisionnel, notamment en permettant la réalisation d'une analyse d'impact des politiques futures. Cela vaut pour les catégories d'animaux qui sont visées par les recommandations de la Convention européenne sur la protection des animaux dans les élevages.

4. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

La Commission estime toutefois que le présent mandat[12] que lui a accordé le Conseil en ce qui concerne la mise en œuvre de la directive 98/58/CE ne lui permet pas de traiter la totalité des questions soulevées dans le présent rapport et que d'autres initiatives devront être prises.

Primo, certaines autorités compétentes craignent une bureaucratie excessive. La Commission estime, elle aussi, qu'il est nécessaire de simplifier les procédures, de manière à ce que l'action prime le travail administratif. Parallèlement, les citoyens réclament davantage de transparence et d'informations sur les actions menées par leur administration publique.

Secundo, les questions liées au bien-être des animaux sont de plus en plus intégrées dans d'autres politiques communautaires, en particulier dans la politique agricole commune (agriculture biologique, développement rural, conditionnalité) et dans la politique de la recherche. Cela signifie que la mise au point d'un système de notification précis au niveau communautaire concourra non seulement à la réalisation d'objectifs dans le domaine du bien-être des animaux, mais aussi à l'évaluation d'autres politiques de l'UE, et elle permettra de mieux faire face aux besoins futurs en matière de recherche.

Tertio, il est nécessaire que les autorités compétentes améliorent le niveau des connaissances et du savoir-faire technique de leurs fonctionnaires chargés de contrôler le respect des exigences en matière de bien-être des animaux dans les élevages.

Afin de régler ces questions, la Communauté étudie la possibilité:

- de permettre au public de consulter les rapports des États membres sur les inspections relatives au bien-être des animaux au moyen de l'internet, moyennant le respect des conditions fixées par le règlement (CE) n° 1049/2001[13] relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission;

---

12 La procédure de comitologie porte principalement sur les obligations de notification des États membres (article 6, paragraphe 3, de la directive 98/58/CEE).

13 JO L 145 du 31.5.2001, p. 43.

- d'effectuer une étude de faisabilité sur la mise au point d'un logiciel qui aiderait les États membres à collecter les informations concernant les inspections relatives au bien-être des animaux dans les élevages;

- d'élaborer une stratégie de formation plus globale à l'intention des fonctionnaires des États membres chargés des inspections relatives au bien-être des animaux dans les élevages.

ANNEX

TABLE 1 – LEVEL OF COMPLIANCE[14] OF THE MEMBER STATES' REPORTS

Type of compliance/ non compliance	2000-2001 reports	2002-2003 reports
Full compliance	DE, FI, LU	DE
In compliance but not on time	BE, FR, IE, UK	AT, BE, FI, IE, UK
In compliance after reminder	AT, DK, IT, NL, SE	DK, ES, FR, IT, SE, LU, NL
Not in compliance	ES, EL, PT	EL, PT

[14] Compliance with Decision 2000/50/EC concerning the minimum requirements for the inspection of holdings on which animals are kept for farming purposes.

TABLE 2 – LIST OF INSPECTIONS CARRIED OUT BY EXPERTS FROM THE COMMISSION 2000-2003

Member States	Dates	Reference	Scope		
			Pigs	Calves	Laying hens
AT Austria	June 2000	DG SANCO 1099/2000	x	x	
	May 2000	DG SANCO 1009/2000*			x
BE Belgium	September 2000	DG SANCO 1103/2000	x	x	
	May 1999 / Jan. 2000	DG SANCO 1012/2000*			x
DE Germany	November 2001	DG SANCO 3382/2001	x	x	x
	March 2000	DG SANCO 1057/2000*			x
DK Denmark	May 2000	DG SANCO 1098/2000	x	x	
ES Spain	September 2001	DG SANCO 3344/2001	x	x	x
EL Greece	June 2002	DG SANCO 8522/2002	x	x	x
	March 2000	DG SANCO 1133/2000*			x
FR France	October 2000	DG SANCO 1263/2000	x	x	
FI Finland	June 2001	DG SANCO 3312/2001	x	x	x
	June 2000	DG SANCO 1160/2000*			x
IT Italy	October 2001	DG SANCO 3385/2001	x	x	x
IE Ireland	October 2001	DG SANCO 3383/2001	x	x	x
LU Luxembourg	November 2001	DG SANCO 3343/2001	x	x	x
	January 2000	DG SANCO 1013/2000*			x
PT Portugal	May 2000	DG SANCO 1158/2000*			x
SE Sweden	March 2000	DG SANCO 1101/2000	x	x	
	April 2000	DG SANCO 1135/2000*			x
UK United Kingdom	March 2000	DG SANCO 1102/2000	x	x	
TOTAL		**21**	**13**	**13**	**15**

* Missions on poultry meat that include a section on the welfare of laying hens

TABLE 3 – LIST OF INSPECTION CARRIED OUT BY EXPERTS FROM THE COMMISSION 2004-2005

Member States	Dates	Reference	Scope		
			Pigs	Calves	Laying hens
DE Germany	March 2004	DG(SANCO)7018/2004			x
DK Denmark	January 2004	DG(SANCO) 7208/2004			x
EE Estonia	September 2005	DG(SANCO)7714/2005	x		
ES Spain	February 2004	DG(SANCO)7230/2004			x
	February/March 2005	DG(SANCO)7548/2005	x		
FR France	March 2004	DG(SANCO)7231/2004			x
IT Italy	May 2004	DG(SANCO)7010/2004			x
	May 2005	DG(SANCO)7636/2005	x		
LV Latvia	May/June 2005	DG(SANCO)7637/2005	x		
NL Netherlands	January- February 2005	DG(SANCO)7512/2005	x		
PT Portugal	February 2005	DG(SANCO)7544/2005	x		
PL Poland	June/July 2005	DG(SANCO)7638/2005	x		
UK United Kingdom	January 2004	DG(SANCO)7019/2004			x
TOTAL		**13**	**7**	**0**	**6**

TABLE 4 – MEMBER STATES REPORTS ON LAYING HENS (2000-2001)

LAYING HENS 2000+2001	(a) Number of holdings(1)	(b) Number of inspections(2)	% inspection (b/a)	(c) Number of infringements per technical area									(d) Total number Infringements	% infringements (d/b)
				Staff	Inspection	Record keeping	Freedom of movement	Buildings	Equipment	Feeding and other substances	Mutilations	Breeding procedures		
AU Austria	26.588	1.184	4,45%	9	48	99	36	15	13	9	10	9	248	20,95%
BE Belgium	470	333	70,85%	4	21	19	10	6	49	0	0	0	109	32,73%
DE Germany	36.798	5.814	15,80%	64	169	353	173	176	85	22	30	0	1.072	18,44%
DK Denmark	78	253	324,36%	0	9	0	33	2	1	0	0	0	45	17,79%
ES Spain	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	-
EL Greece	179	170	94,97%	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	-
FR France	229.073	225	0,10%	0	6	7	19	2	2	4	0	0	40	17,78%
FI Finland	1.053	65	6,17%	0	2	1	0	0	0	0	0	0	3	4,62%
IT Italy	1.538	1.516	98,57%	0	5	7	7	7	8	1	0	3	38	2,51%
IE Ireland	117	76	64,96%	0	0	0	7	5	4	0	0	0	16	21,05%
LU Luxembourg	741	2.962	399,73%	0	5	5	2	2	1	0	0	0	15	0,51%
NL Netherlands	1.500	133	8,87%	0	0	0	8	0	0	0	0	0	8	6,02%
PT Portugal	NA	41	-	1	4	4	12	24	21	0	0	0	66	160,98%
SE Sweden	6.100	895	14,67%	23	29	8	33	65	19	1	5	6	189	21,12%
UK United Kingdom	27.537	335	1,22%	16	11	6	26	26	27	0	2	0	114	34,03%
TOTAL EU	**331.772**	**14.002**	**4,22%**	**117**	**309**	**509**	**366**	**330**	**230**	**37**	**47**	**18**	**1.963**	**14,02%**
Percentage of infringement per inspection				**0,84%**	**2,21%**	**3,64%**	**2,61%**	**2,36%**	**1,64%**	**0,26%**	**0,34%**	**0,13%**		

(1) the number of holdings is an average within the period (2) total number of inspections declared for the period NA non available

TABLE 5 – MEMBER STATES REPORTS ON LAYING HENS (2002-2003)

LAYING HENS 2002+2003	(a) Number of holdings[1]	(b) Number of inspections[2]	% inspection (b/a)	(c) Number of infringements per technical area									(d) Total number Infringements	% infringements (d/b)
				Staff	Inspection	Record keeping	Freedom of movement	Buildings	Equipment	Feeding and other substances	Mutilations	Breeding procedures		
AT Austria	52.821	1.543	**2,92%**	760	870	840	809	775	700	767	759	760	7.040	456,25%
BE Belgium	429	388	**90,44%**	13	18	13	14	12	9	2	6	0	87	22,42%
DE Germany	40.529	6.452	15,92%	117	356	458	298	391	150	100	116	31	2.017	31,26%
DK Denmark	318	240	**75.47%**	0	8	3	13	51	20	0	0	0	95	39,58%
ES Spain	2.051	405	19,75%	0	32	43	64	6	37	4	8	9	203	50,12%
EL Greece	201	133	**66,17%**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00%
FR France	2.357	846	**35,89%**	9	73	65	0	22	38	0	24	0	231	27,30%
FI Finland	902	136	15,08%	0	1	3	6	4	1	2	0	0	17	12,50%
IT Italy	1.172	1.836	**156,72%**	0	3	14	4	6	4	0	0	0	31	1,69%
IE Ireland	237	46	19,41%	0	2	1	6	16	7	0	0	0	32	69,57%
LU Luxembourg	16	62	**400,00%**	0	1	2	0	0	1	0	0	0	4	6,45%
NL Netherlands	1.350	27	**2,00%**	0	1	1	0	0	0	0	0	0	2	7,41%
PT Portugal	NA	NA	**NA**	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
SE Sweden	5.373	1.626	**30,27%**	4	15	1	26	47	10	0	0	1	104	6,40%
UK United Kingdom	31.282	515	**1,65%**	25	30	23	50	44	40	29	25	0	266	51,65%
TOTAL EU	**139.036**	**14.255**	**10.25%**	**928**	**1.420**	**1.467**	**1.290**	**1.374**	**1.017**	**904**	**938**	**801**	**10.129**	**71,06%**
Percentage of infringement per inspection				**0,97%**	**1,48%**	**1,54%**	**1,35%**	**1,44%**	**1,07%**	**0,95%**	**0,98%**	**0,84%**		

(1) the number of holdings is an average within the period (2) total number of inspections declared for the period NA non available

TABLE 6 – MEMBER STATES REPORTS ON CALVES (2000-2001)

CALVES 2000+2001	(a) Number of holdings (1)	(b) Number of inspections (2)	% inspection (b/a)	(c) Number of infringements per technical area									(d) Total number Infringements	% infringements (d/b)
				Staff	Inspection	Record keeping	Freedom of movement	Buildings	Equipment	Feeding and other substances	Mutilations	Breeding procedures		
AU Austria	80.477	8.701	10,81%	29	104	171	264	53	30	40	45	28	764	8,78%
BE Belgium	393	199	50,64%	9	1	2	8	3	0	0	0	0	23	11,56%
DE Germany	156.491	28.931	18,49%	289	813	1.076	1.306	954	137	163	76	0	4.814	16,64%
DK Denmark	37.100	845	2,28%	0	2	64	94	13	17	0	3	0	193	22,84%
ES Spain	NA	NA	-	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	-
EL Greece	3.707	3.181	85,81%	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	-
FR France	236.533	163	0,07%	0	11	7	5	82	45	27	0	0	177	108,59%
FI Finland	27.388	917	3,35%	0	8	0	178	37	0	3	0	0	226	24,65%
IT Italy	31.327	22.177	70,79%	0	8	108	13	6	9	0	5	1	150	0,68%
IE Ireland	79.084	1.067	1,35%	0	2	5	6	24	0	0	0	0	37	3,47%
LU Luxembourg	1.843	7.372	400,00%	8	12	262	0	8	0	0	0	0	290	3,93%
NL Netherlands	2.400	3.090	128,75%	0	0	82	0	0	5	4	5	0	96	3,11%
PT Portugal	NA	49	-	0	0	0	0	12	0	0	0	0	12	24,49%
SE Sweden	28.500	9.106	31,95%	186	422	76	329	709	225	48	74	106	2.175	23,89%
UK United Kingdom	102.899	867	0,84%	79	47	80	26	104	18	0	9	5	368	42,45%
TOTAL EU	**788.142**	**86.665**	**11,00%**	**600**	**1.430**	**1.933**	**2.229**	**2.005**	**486**	**285**	**217**	**140**	**9.325**	**10,76%**
Percentage of infringement per inspection				**0,69%**	**1,65%**	**2,23%**	**2,57%**	**2,31%**	**0,56%**	**0,33%**	**0,25%**	**0,16%**		

(1) the number of holdings is an average within the period (2) total number of inspections declared for the period NA non available

TABLE 7 – MEMBER STATES REPORTS ON CALVES (2002-2003)

CALVES 2002+2003	(a) Number of holdings(1)	(b) Number of inspections(2)	% inspection (b/a)	(c) Number of infringements per technical area									(d) Total number Infringements	% infringements (d/b)
				Staff	Inspection	Record keeping	Freedom of movement	Buildings	Equipment	Feeding and other substances	Mutilations	Breeding procedures		
AT Austria	62.422	9.378	15,02%	2.968	3.006	3.065	3.025	2.943	2.951	2.923	2.944	2.922	26.747	285,21%
BE Belgium	184	175	**95,11%**	7	10	7	8	9	7	7	7	0	62	35,43%
DE Germany	160.601	31.021	19,32%	426	1.757	1.852	2.160	1.711	144	252	219	25	8.546	27,55%
DK Denmark	34.360	1.086	**3,16%**	0	5	73	80	13	3	0	8	0	182	16,76%
ES Spain	35.309	5.218	14,78%	4	104	349	145	111	67	72	60	66	978	18,74%
EL Greece	1.833	1.112	**60,67%**	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0,09%
FR France	24.500	503	**2,05%**	0	81	49	1	71	189	0	0	0	391	77,73%
FI Finland	25.178	890	**3,53%**	1	23	39	307	105	0	35	0	0	510	57,30%
IT Italy	43.394	22.308	**51,41%**	4	52	13	20	63	17	3	13	6	191	0,86%
IE Ireland	75.823	1.049	**1,38%**	12	11	1	9	29	0	0	0	1	63	6,01%
LU Luxembourg	1.621	6.484	**400,00%**	38	27	158	15	31	0	1	0	16	286	4,41%
NL Netherlands	39.000	4.380	11,23%	0	182	380	14	3	21	8	2	0	610	13,93%
PT Portugal	NA	NA	**NA**	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
SE Sweden	25.021	10.987	**43,91%**	113	327	29	153	682	124	1	2	24	1.455	13,24%
UK United Kingdom	67.455	836	**1,24%**	64	32	54	65	91	55	12	49	5	427	51,08%
TOTAL EU	**596.700**	**95.427**	**15,99%**	**3.637**	**5.617**	**6.069**	**6.002**	**5.863**	**3.578**	**3.314**	**3.304**	**3.065**	**40.449**	**42,39%**
Percentage of infringement per inspection				**3,81%**	**5,89%**	**6,36%**	**6,29%**	**6,14%**	**3,75%**	**3,47%**	**3,46%**	**3,21%**		

(1) the number of holdings is an average within the period (2) total number of inspections declared for the period NA non available

TABLE 8 – MEMBER STATES REPORTS ON PIGS (2000-2001)

PIGS 2000+2001	(a) Number of holdings(1)	(b) Number of inspections(2)	% inspection (b/a)	(c) Number of infringements per technical area									(d) Total number Infringements	% infringements (d/b)
				Staff	Inspection	Record keeping	Freedom of movement	Buildings	Equipment	Feeding and other substances	Mutilations	Breeding procedures		
AU Austria	59.395	3.430	5,77%	3	57	861	71	33	21	11	15	3	1.075	31,34%
BE Belgium	12.465	4.510	36,18%	61	83	384	77	691	50	27	66	0	1.439	31,91%
DE Germany	146.529	25.848	17,64%	148	1.253	1.687	813	1.465	430	115	82	1	5.994	23,19%
DK Denmark	21.750	366	1,68%	1	34	80	42	5	43	0	32	0	237	64,75%
ES Spain	NA	NA	NA	-	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	-
EL Greece	860	628	73,02%	-	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	-
FR France	59.549	168	0,28%	0	14	42	2	32	18	7	1	6	122	72,62%
FI Finland	4.386	140	3,19%	0	1	0	1	1	0	6	1	0	10	7,14%
IT Italy	16.368	10.026	61,25%	1	8	24	18	29	46	2	0	7	135	1,35%
IE Ireland	554	230	41,52%	0	8	0	6	29	52	0	0	0	95	41,30%
LU Luxembourg	322	1.288	400,00%	0	12	54	3	5	2	0	0	0	76	5,90%
NL Netherlands	14.000	4.134	29,53%	0	41	3	179	0	218	0	1	0	442	10,69%
PT Portugal	NA	373	-	6	126	2	19	178	302	0	0	0	633	169,71%
SE Sweden	5.750	1.903	33,10%	54	111	15	40	154	58	9	32	25	498	26,17%
UK United Kingdom	11.121	1.139	10,24%	88	68	55	39	195	50	0	8	18	521	45,74%
TOTAL EU	**353.049**	**54.183**	**15,35%**	**362**	**1.816**	**3.207**	**1.310**	**2.817**	**1.290**	**177**	**238**	**60**	**11.277**	**20,81%**
Percentage of infringement per inspection				**0,67%**	**3,35%**	**5,92%**	**2,42%**	**5,20%**	**2,38%**	**0,33%**	**0,44%**	**0,11%**		

(1) the number of holdings is an average within the period (2) total number of inspections declared for the period NA non available

TABLE 9 – MEMBER STATES REPORTS ON PIGS (2002-2003)

PIGS 2002+2003	(a) Number of holdings[1]	(b) Number of inspections[2]	% inspection (b/a)	(c) Number of infringements per technical area									(d) Total number Infringements	% infringements (d/b)
				Staff	Inspection	Record keeping	Freedom of movement	Buildings	Equipment	Feeding and other substances	Mutilations	Breeding procedures		
AT Austria	55.958	2.625	**4,69%**	1.314	1.351	1.435	1.363	1.339	1.379	1.316	1.333	1.314	12.144	462,63%
BE Belgium	10.814	2.294	21,21%	28	146	38	29	406	43	0	83	0	773	33,70%
DE Germany	141.120	33.014	23,39%	372	1.903	2.596	832	2.162	567	367	326	218	9.343	28,30%
DK Denmark	20.175	526	**2,61%**	0	37	162	26	9	61	0	72	0	367	69,77%
ES Spain	95.840	2.978	**3,11%**	10	46	281	91	40	117	13	164	143	905	30,39%
EL Greece	600	403	**67,22%**	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00%
FR France	59.549	942	**1,58%**	0	144	175	16	209	75	0	221	0	840	89,17%
FI Finland	3.716	139	**3,74%**	0	2	0	7	12	0	9	0	0	30	21,58%
IT Italy	26.569	10.868	**40,91%**	2	7	17	7	49	53	5	0	2	142	1,31%
IE Ireland	1.192	212	17,79%	1	4	3	31	73	11	0	0	0	123	58,02%
LU Luxembourg	321	1.284	**400,00%**	2	31	53	0	24	12	0	6	6	134	10,44%
NL Netherlands	11.000	1.330	12,09%	0	28	0	40	3	109	0	0	0	180	13,53%
PT Portugal	NA	NA	**NA**	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
SE Sweden	3.834	2.854	**74,45%**	12	57	7	14	121	32	0	5	1	249	8,72%
UK United Kingdom	10.353	1.198	11,57%	160	59	99	176	202	98	40	120	34	988	82,47%
TOTAL EU	**441.038**	**60.667**	**13,76%**	**1.901**	**3.815**	**4.866**	**2.632**	**4.649**	**2.557**	**1.750**	**2.330**	**1.718**	**26.218**	**13,22%**
Percentage of infringement per inspection				**1,99%**	**4,00%**	**5,10%**	**2,76%**	**4,87%**	**2,68%**	**1,83%**	**2,44%**	**1,80%**		

(1) the number of holdings is an average within the period (2) total number of inspections declared for the period NA non available